

UN, DEUX, TROIS, MILLE NOTRE-DAME-DES-LANDES!

ENTRETIEN AVEC **HERVÉ KEMPF***

PROPOS RECUEILLIS PAR ALICE LE ROY ET CHARLOTTE NORDMANN**

La ville de Nantes a une image de métropole « durable », pionnière en matière d'écologie urbaine (avec son tramway, ses parcs urbains, son label de capitale verte européenne). Dans ce contexte, l'opposition au projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes a valeur de révélateur : elle manifeste une ligne de clivage entre deux conceptions de l'« écologie », entre ceux qui défendent un capitalisme vert, et d'autres qui estiment qu'il faut rompre avec la société de croissance. Si la lutte contre l'aéroport est indéniablement une lutte locale, si sa force tient à son ancrage dans un territoire singulier, ses enjeux, en revanche, sont bien plus généraux. Penser cette lutte implique donc de soumettre à la critique les catégories de notre géographie, comme nous le suggère Hervé Kempf en tentant de penser les rapports entre la lutte à Notre-Dame-des-Landes et d'autres luttes au Québec, au Chili, en Espagne : les lieux les plus lointains résonnent de problèmes similaires, et l'attention à une question « locale » est parfois le meilleur moyen de comprendre des enjeux universels.

Une lutte « locale » aux enjeux globaux

Le gouvernement tente généralement de discréditer les luttes locales en affirmant qu'elles expriment des intérêts particuliers, contraires à l'intérêt général. Or la force de la lutte qui se joue aujourd'hui à Notre-Dame-des-Landes ne repose-t-elle pas précisément sur le fait que cette lutte « locale » revendique une portée plus large ?

Il y a deux ou trois décennies on parlait beaucoup du syndrome NIMBY (« *not in my backyard* », « pas de ça à côté de chez moi »), qui se retrouve dans le discours de l'État sous la forme de : « les gens se bagarrent parce que c'est chez eux, mais si c'était à cinq kilomètres, ils ne se bagarreraient pas ». Or ce qui me frappe, c'est de voir à quel point les luttes locales s'articulent avec une compréhension et une vision de la situation globale. Les gens comprennent bien que s'ils se mobilisent contre un aéroport maintenant, ce n'est pas seulement pour le désir, légitime, de ne pas voir saccagé le cadre dans lequel ils vivent, mais aussi au nom d'une vision plus large des enjeux.

Cette articulation se retrouvait déjà dans la lutte contre l'autoroute A65 Pau-Langon, où les opposants invoquaient à la fois la défense d'un lieu, du patrimoine naturel, et la lutte contre le réchauffement

climatique. C'est d'ailleurs l'une des raisons du succès de ces luttes, puisqu'elles sont capables d'opposer l'intérêt général au discours de l'État, qui représente le plus souvent des intérêts privés : pour l'A65 comme pour le projet de Notre-Dame-des-Landes, le dossier économique a été arrangé pour le rendre artificiellement rentable en extrapolant de manière démesurément optimiste des projections de trafic. Mais dans la lutte contre l'A65, il n'y a pas eu la masse critique d'opposition qui fait que tous les arguments extrêmement convaincants avancés par les opposants parviennent à faire basculer le rapport de force.

Si on prend par exemple la bataille du gaz de schiste, en quelques mois, en 2010, il s'est produit une mobilisation tout à fait inattendue. Or ceux qui s'opposent à l'exploitation du gaz de schiste disent eux aussi qu'ils ne luttent pas seulement pour préserver les paysages de l'Ardèche ou de l'Aveyron, mais aussi parce que si on veut prévenir l'aggravation du changement climatique, il faut changer de système énergétique. Ce n'est pas en continuant à extraire de l'énergie fossile du sol que l'on va pouvoir aller dans cette direction. L'autoroute A65, comme maintenant les projets d'exploitation du gaz de schiste et d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes sont devenus les symboles du désordre général qu'engendre un système à bout de souffle.

*Hervé Kempf est journaliste et essayiste. Auteur de *Comment les riches détruisent la planète* (2007), il vient de publier *Fin de l'Occident, naissance du monde* (2013).

**Alice Le Roy enseigne l'écologie urbaine après avoir été conseillère à la mairie de Paris de 2001 à 2010. Elle est co-auteur des documentaires *Écologie, ces catastrophes qui changèrent le monde* et *La Saga des écolos*, et du livre *Jardins partagés. Utopie, écologie, conseils pratiques*.

Charlotte Nordmann est essayiste et traductrice, auteur notamment de *Bourdieu/Rancière. La politique entre sociologie et philosophie*. Toutes deux sont membres du collectif éditorial de la *RdL*.

De ce point de vue, ce n'est sans doute pas un hasard si c'est un projet d'aéroport qui a suscité une telle mobilisation : construire un aéroport, c'est considérer que la promesse du « développement » justifie de sacrifier d'importantes surfaces agricoles, d'organiser la consommation massive d'énergies fossiles et de nourrir le désir d'hypermobilité des classes aisées.

Précisément parce qu'il s'agit d'une lutte dont la portée dépasse le périmètre du projet, Notre-Dame-des-Landes rassemble des militants d'origine et de traditions très différentes. Comment s'est opérée cette rencontre, l'articulation entre les opposants historiques, qui avaient une approche plus traditionnelle de l'action politique, et ceux qui sont arrivés ensuite ?

La rencontre a eu lieu lors du Camp Action Climat organisé à Notre-Dame-des-Landes à l'été 2009, quelques mois avant le sommet de Copenhague. Dans cette ambiance internationale de très grand intérêt pour la question climatique, certains mouvements posaient la question, qui est toujours pertinente pour une large partie du mouvement écologiste, de savoir comment concrètement faire en sorte que le débat sur le changement climatique s'articule avec des luttes concrètes, avec des engagements quotidiens et des luttes de terrain. Le Camp Action Climat, qui reproduisait un événement qui avait eu lieu en Angleterre lors du mouvement contre la

3^e piste de l'aéroport de Heathrow, était évidemment intéressant de ce point de vue.

Personnellement, en tant que reporter, j'y ai redécouvert à la fois le sujet de l'aéroport mais aussi, tout de suite, cette interaction qui s'est faite, d'ailleurs de manière assez difficile, entre les opposants historiques – associatifs, paysans, cadres, retraités, avec des formes de lutte et d'argumentation traditionnelles – et une nouvelle mouvance – que je qualifie avec beaucoup de prudence puisqu'elle ne se qualifie pas elle-même, ce qui fait partie de sa démarche de résistance au système – plus anarchiste, plus jeune, plus autonome dans son inspiration et plus radicale par rapport à l'institution.

Il y a eu des frictions au départ, notamment sur l'attitude à adopter face aux médias, mais alors que le pouvoir cherchait à diviser les méchants anarchistes et les bons opposants traditionnels respectueux de la loi et de l'ordre, en espérant une réponse violente qui séparerait le bon grain de l'ivraie, c'est tout à fait l'inverse qui s'est passé. Les paysans locaux et les opposants historiques ont accepté que les autres s'installent sur des terrains vacants. Il y a à peu près un an, les ZADistes [*les occupants de la ZAD, la « zone d'aménagement différé », rebaptisée « zone à défendre »*] voulaient faire un maraîchage sur près de 5000 m² près d'une maison abandonnée, et les paysans et des opposants traditionnels sont venus les aider avec leurs tracteurs. Plus tard, en octobre 2012, lors de la grande intervention policière sur la zone, les

EXTRAIT / L'AVION, « DÉSOLÉ, ÇA FAIT PARTIE DE NOTRE MODE DE VIE » ?

Jeremy Paxman : Donc vous ne voulez pas que les gens partent en vacances en avion ?

Joss Garman : Il est très important que nous réduisions nos déplacements en avion. Nous pourrions déjà commencer par arrêter les vols moyen courrier, les vols qu'on prend sur un coup de tête...

Jeremy Paxman : Personne ne devrait plus prendre des vols moyen courrier ?

Joss Garman : Nous ne devrions pas prendre l'avion sur des distances facilement accessibles par le train, qui pollue dix fois moins que l'avion. Vous savez, il y aura 185 millions de morts en Afrique au XXI^e siècle à cause du changement climatique, et des gens vont encore à Barcelone pour le week-end en disant : « Désolé, ça fait partie de notre mode de vie ».

John Hanlon : J'admire l'enthousiasme et l'engagement de l'action directe... mais il y a d'autres éléments dans la balance, comme le

développement socio-économique, dans lequel l'industrie aérienne joue un rôle important.

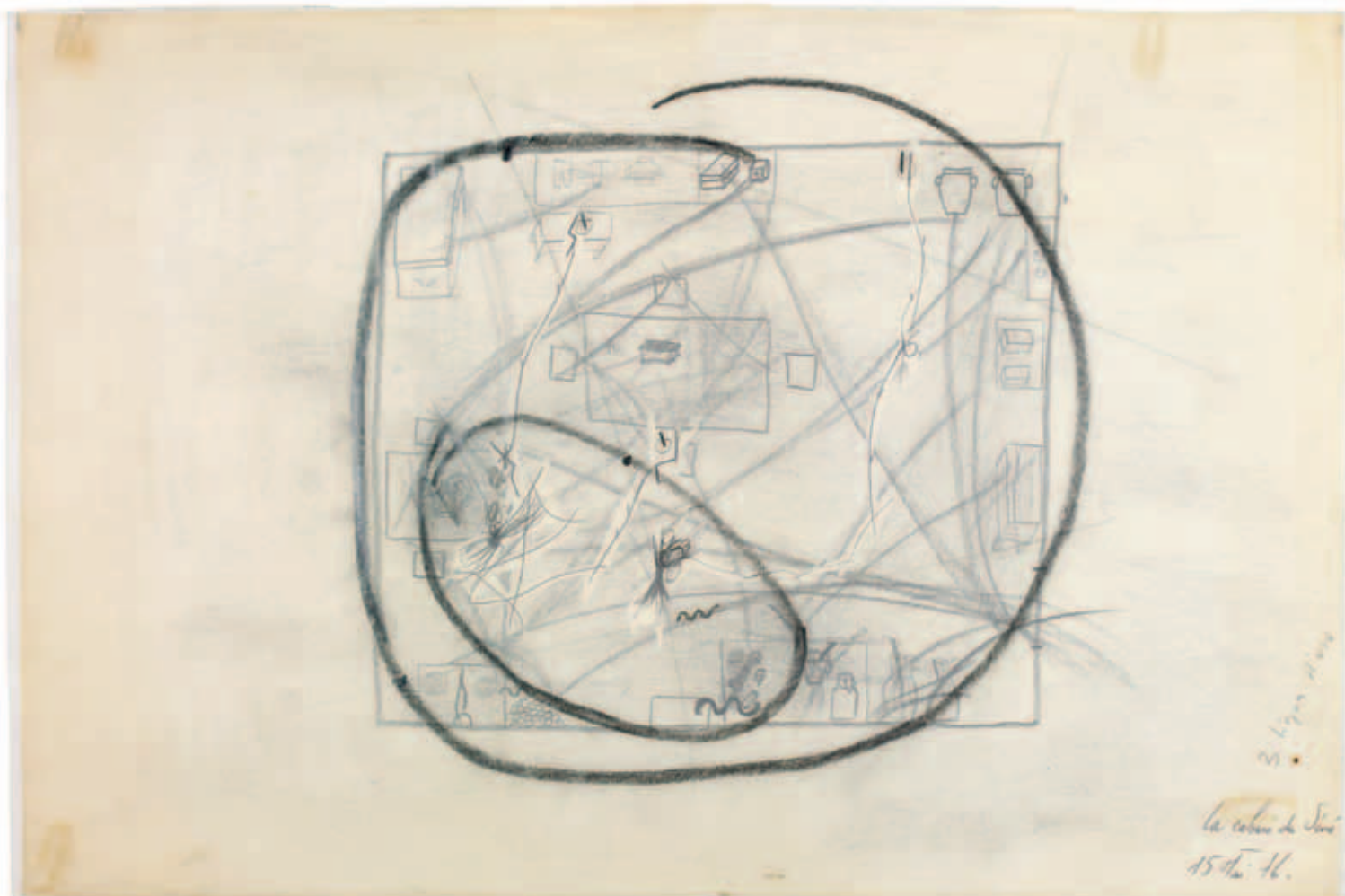
Jeremy Paxman : D'autres éléments dans la balance ? Quand il y a d'un côté une virée en avion à Prague et de l'autre des millions de gens qui vont mourir en Afrique ?

John Hanlon : Les gens qui voyagent à l'étranger pour leurs loisirs effectuent des choix rationnels concernant leur mode de vie, et il se pourrait tout à fait que ces personnes décident de compenser cela par d'autres façons de consommer.

Joss Garman : 75 % de ceux qui prennent ces vols appartiennent à des catégories socio-professionnelles aisées. Il ne s'agit pas de gens pauvres qui prennent des vacances une fois par an, il s'agit de gens riches qui prennent l'avion régulièrement. Le propriétaire d'une résidence secondaire en Espagne prend l'avion en moyenne six fois par an. Pendant ce temps-là, les habitants de Tuvalu,

un État insulaire du Pacifique Sud, voient leur pays tout entier englouti. Vous imaginez si la Grande-Bretagne était engloutie ? Quel est pour vous le niveau acceptable de CO₂ dans l'atmosphère ? Et pensez-vous que nous pourrions y arriver en augmentant de 300 % le trafic aérien d'ici à 2030 ? Les chercheurs de l'université d'Oxford ne sont pas de cet avis. Vous, si ?

Extrait d'un débat organisé par le journaliste de la BBC Jeremy Paxman avec Joss Garman, co-fondateur de l'association Plane Stupid, qui dénonce les impacts du trafic aérien sur le climat, et John Hanlon, représentant de l'association des compagnies aériennes *low cost*. Diffusé le 30 novembre 2006, il faisait suite à la publication du rapport « Predict and Decide - Aviation, Climate Change and UK Policy » rédigé par l'Environmental Change Institute de l'université d'Oxford (trad. d'A. Le Roy).



opposants historiques sont venus témoigner, appuyer et même soutenir physiquement les ZADistes. Les jeunes, les rebelles anarchistes n'étaient pas seuls face à l'appareil d'État, il y avait des citoyens « normaux » qui s'opposaient eux aussi à la violence d'État par solidarité. Les opposants traditionnels ont d'ailleurs compris très vite qu'ils n'avaient pas le nombre pour tenir les 2 000 hectares, qu'ils ne faisaient pas le poids. Il n'y a que quelques fermes en exploitation et cinquante personnes environ qui vivent sur la zone. Quand les ZADistes sont venus, ils étaient nombreux, et ils ont introduit une circulation de gens qui venaient, qui repartaient. Donc le nombre permettait de donner du poids à la résistance. Dans ce type de débat, il n'y a pas seulement l'enjeu argumentatif, juridique, la qualité du dossier ou le rapport de force dans la politique institutionnelle qui sont importants, il y a aussi la présence physique sur le terrain qui est indispensable.

Une lutte ancrée dans un territoire

Notre-Dame-des-Landes est une lutte très fortement ancrée dans un territoire. N'est-ce pas là une des explications de sa force, dans un contexte politique où les perspectives de luttes plus générales ont peine à s'exprimer ?

Ce sont des formes très concrètes d'autonomie qui s'expérimentent là, et c'est un des aspects les plus passionnants de cette lutte. Il n'y a pas d'organisation formelle, écrite, mais les gens, assez spontanément, viennent, trouvent leur place, aident à construire une maison, à faire du maraîchage... Les maisons sont construites, et à la Châtaigneraie, elles sont vraiment bien construites. On parle de « cabanes », mais ce ne sont pas des cabanes !

Bien sûr, comme dans tout système collectif, il y a des ratés, mais la vie s'ajuste entre les gens de manière quand même tout à fait remarquable. Dans l'esprit des zones d'autonomie temporaire, les TAZ théorisées par Hakim Bey¹, les gens essaient de vivre sans argent, en répondant aux besoins au fur et à mesure qu'ils s'expriment. Les gens circulent sur des vélos qui ont été réparés et remis en circulation par un atelier qui s'est créé au cœur de la zone, aux Fosses Noires. Il y a une boulangerie, des dons... ça se vit dans la dynamique de lutte, donc dans l'énergie que donne la lutte, qui a pris d'autant plus de force et de confiance en elle qu'elle a connu un certain succès, car après tout l'État voulait les expulser, et il n'y est pas parvenu.

Cette communauté est aussi nourrie de l'énergie du regard extérieur, c'est-à-dire que ce qui facilite aussi cette vie sans argent et de partage, c'est qu'il

y a eu depuis l'intervention policière du 16 octobre du matériel, des matelas, de la nourriture et de l'argent qui sont arrivés de partout. Donc l'exposition publique de cette lutte a suscité un afflux d'énergie extérieure : à la fois un afflux d'énergie mentale invisible, mais aussi une énergie très concrète.

Vous décrivez une parenthèse qui échappe, en tout cas pour le moment, au maillage productiviste et à la spéculation foncière. Comment voyez-vous l'avenir pour les 2 000 hectares de Notre-Dame-des-Landes ? Y a-t-il un sens général à donner à cette lutte ?

D'abord son issue reste extrêmement incertaine. Il y a évidemment la possibilité d'une intervention policière d'envergure après la publication des conclusions de la commission du dialogue. Mais depuis longtemps déjà les opposants se posent la question de la suite, en cas de victoire, et notamment de l'utilisation des terres. Car Notre-Dame-des-Landes pose une question fondamentale, qui est la question de l'accès à la terre, de l'installation agricole et du développement de la paysannerie. Pour l'instant, la situation est totalement bloquée par le verrou économique posé par les structures de spéculation foncière, qui entraînent une diminution continue du nombre d'exploitants agricoles et l'extension indéfinie de la taille des exploitations, pour celles qui ne sont pas accaparées par un étalement urbain qui, lui aussi, suit des logiques de spéculation.

La lutte « locale » contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes touche là encore à une question on ne peut plus générale. C'est un point que je développe dans *Fin de l'Occident, naissance du monde* : alors que la *doxa* économique affirmait que le travail paysan était voué à régresser à mesure que la productivité agricole augmentait, dès lors qu'on prend en compte les questions écologiques, la perspective se renverse. Dans un contexte de limitation des ressources et de tension démographique, le modèle d'une agriculture de masse utilisant peu de travail mais beaucoup d'énergie, d'eau, de pesticides et d'engrais chimiques n'apparaît plus adapté.

Du coup, l'un des enjeux aujourd'hui est de favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs en même temps que le maintien des petits agriculteurs existants. Plusieurs mesures pourraient jouer un rôle décisif. Pour empêcher la spéculation foncière et permettre que de jeunes agriculteurs disposent de terres pour se lancer, il me paraît essentiel de mettre en place des offices fonciers publics fondés sur ce principe. De même, on ne sortira pas de la situation actuelle sans contrôle des marges des circuits de distribution, qui ont actuellement la capacité d'imposer leurs prix aux fournisseurs et sont au cœur des

circuits de corruption locale et de spéculation foncière, tout en induisant des modes de consommation axés sur le transport lointain écologiquement très dommageables.

Notre-Dame-des-Landes pose une question fondamentale, qui est la question de l'accès à la terre.

Notre-Dame-des-Landes est partout

Ce type de lutte de défense d'un territoire n'est-il pas justement appelé à se multiplier dans une situation où les ressources naturelles deviennent rares et où se manifeste une volonté d'exploitation maximale du territoire ? Dans des sociétés qui rencontrent leurs limites écologiques, et sur une planète qui va compter 9 milliards d'habitants en 2050, les terres arables et les réserves de biodiversité ne vont-elles pas acquérir une importance majeure ? On a le sentiment de voir apparaître « ici », au Nord, des formes de luttes qui étaient sans doute plus fréquentes dans les pays du Sud, dont les ressources sont consciencieusement pillées.

Effectivement, nous sommes aujourd'hui à un point de bascule : l'espace écologique est désormais strictement limité, de sorte que son appropriation devient de plus en plus délicate. Dans ce cadre, au Nord et au Sud, des problématiques similaires émergent : le choc écologique, le renchérissement des ressources, le ralentissement de la croissance du PIB et, surtout, une inégalité généralisée qui s'oppose à ce que soient engagées les politiques nécessaires. Dans des contextes très différents, on observe des formes d'articulation des luttes écologiques et sociales. J'en donnerai quelques exemples significatifs. En 2011, au Chili, c'est la protestation contre des projets de barrages écologiquement destructeurs en Patagonie, et plus précisément l'énorme manifestation qui a eu lieu à Santiago du Chili, dont l'ampleur a surpris même les organisateurs, et où semble-t-il nombre d'étudiants étaient présents, qui a impulsé le mouvement étudiant contre les frais de scolarité trop élevés. Au Québec, la lutte contre les gaz de schiste a précédé le « Printemps érable », le puissant mouvement étudiant contre l'augmentation des frais d'inscription à l'université, qui a par ailleurs été ponctué en avril 2012 par une manifestation massive à Montréal le Jour de la Terre.

Je suis par ailleurs frappé – soit dit en passant – par l'efficacité et la cohérence des « luttes paysannes » depuis plusieurs années, à la différence des luttes

du mouvement ouvrier aujourd'hui : je pense par exemple à la lutte contre les OGM, avec le mouvement des faucheurs volontaires. Il me semble que, tandis que les appareils de répression sont particulièrement efficaces dans les villes, et parviennent à y étouffer toute résistance – comme ça a été le cas

des espoirs, qui incarne la possibilité de la résistance à un ordre absurde et destructeur, à la logique aveugle du capitalisme. En même temps, vous dites craindre qu'il ne devienne une sorte de « fétiche », que la focalisation sur un lieu « stérilise » en quelque sorte la lutte.

L'enjeu aujourd'hui me paraît effectivement être que Notre-Dame-des-Landes ne tourne pas au « Disneyland » de l'autonomie.

avec le matraquage des Indignés, en France –, en zone rurale, les forces de police sont beaucoup plus désemparées – en même temps que l'expérimentation des formes d'autonomie peut être facilitée.

Cela étant, en l'absence de débouchés politiques, ces résistances et ces expériences d'autonomie sont fragiles. Au Chili, par exemple, le mouvement populaire, extrêmement fort, n'a pas pu trouver d'expression dans le champ de la politique institutionnelle parce que le système politique est verrouillé par un arrangement institutionnel mis en place par Pinochet, et qui assure une surreprésentation des partis conservateurs. La situation n'est pas la même sur ce plan par exemple en Grèce, où les mouvements de protestation peuvent trouver un relais politique avec Syriza, ou encore au Québec, où le PQ a été porté par la vague de contestation. S'il reste évidemment à voir quelle politique il va mener, on peut déjà noter que le PQ a mis fin à l'augmentation des frais universitaires, qu'il a bloqué plusieurs projets concernant les gaz de schiste, ou encore qu'il a lancé des enquêtes sur la corruption. Pour moi – et c'est là où je prendrais mes distances vis-à-vis d'une perspective strictement « autonomiste » –, la question des relais politiques est déterminante.

Cependant, en France, les principaux partis politiques partagent le même projet de société d'une société capitaliste de croissance et ceux, présents dans le champ institutionnel (le Parti de gauche et Europe Écologie Les Verts), qui pourraient porter un projet de société alternatif sont soit trop faibles soit muselés par leurs alliances. Donc on ne voit pas bien quelles forces politiques pourraient porter de façon claire et déterminée l'opposition à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Notre-Dame-des-Landes est un lieu où s'expérimentent des formes d'autonomie, où se rencontrent des militants d'horizons très différents, mais c'est aussi un symbole, un lieu qui cristallise

L'enjeu aujourd'hui me paraît effectivement être que Notre-Dame-des-Landes ne tourne pas au « Disneyland » de l'autonomie, que ce lieu ne soit pas sacralisé, qu'il ne fasse pas oublier tous les autres lieux où se mènent des luttes similaires : les « Grands projets inutiles » auxquels s'opposer ne manquent pas, et ils suscitent des mobilisations un peu partout en Europe. L'important est de multiplier les zones d'autonomie, comme c'est le cas, dans un contexte d'effondrement général, en Grèce ou en Espagne, où par exemple des ouvriers, des employés, reprennent des entreprises qui devaient fermer. Il faut donc à la fois voir ce qu'a de singulier un lieu comme Notre-Dame-des-Landes, les possibilités qu'il ouvre et qui n'existent effectivement pas partout, et ce qu'il a de banal, au sens où ses enjeux sont généraux et concernent une multiplicité de lieux – Notre Dame-des-Landes est partout.

NOTES

1. Dans le livre du même nom : *TAZ. Zone autonome temporaire*, trad. de C. Tréguier, publié par les éditions de L'Éclat (1997) et librement accessible en ligne.